



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 août 2012  
Français  
Original : anglais

## Soixante-septième session

Point 26 de l'ordre du jour provisoire\*

### Développement agricole et sécurité alimentaire

## Développement agricole et sécurité alimentaire

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

On trouvera dans le présent rapport un examen des problèmes rencontrés dans l'instauration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et un état des lieux concernant la mise en œuvre de politiques et de pratiques agricoles durables conformément aux Cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable. Cette sécurité alimentaire bute, notamment, sur des problèmes de faible productivité et de manque d'investissement dans les petites exploitations agricoles, d'aggravation de la dégradation des terres et de raréfaction de l'eau dans de nombreuses zones agricoles, d'accentuation des effets du changement climatique sur la production agricole et, par voie de conséquence, de déficits chroniques ou périodiques de l'offre de produits agricoles. Des progrès ont été enregistrés depuis 2008 pour ce qui est d'accroître le taux d'investissement dans l'agriculture dans les pays en développement, en particulier en Afrique, et de renforcer la protection sociale des groupes vulnérables, notamment par des initiatives visant non seulement à lutter contre la faim mais aussi à assurer une nutrition équilibrée. Cela dit, on commence maintenant seulement à s'attaquer aux problèmes de productivité et de sécurité alimentaires à long terme résultant de la dégradation des ressources. L'adoption du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « Vers l'avenir que nous voulons » (résolution 66/288), est un événement encourageant pour la lutte contre la dégradation des terres.

\* A/67/150.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Aperçu . . . . .	4
III. Difficultés actuelles ou en gestation concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale . . . . .	8
IV. Progrès en matière de promotion de la coordination, de la coopération et de l'efficacité . . . . .	11
V. Progrès dans la mise en œuvre de l'approche double . . . . .	15
VI. Progrès concernant les moyens mis en œuvre . . . . .	20
VII. Perspectives . . . . .	21

## I. Introduction

1. L'Assemblée générale à sa soixante-sixième session, dans sa résolution 66/220 intitulée « Développement agricole et sécurité alimentaire », a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-septième session des faits nouveaux intéressant les questions mentionnées dans la résolution et des progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Le présent rapport a été établi en réponse à cette demande.

2. Comme indiqué dans le Plan d'action adopté lors du Sommet mondial de l'alimentation, tenu à Rome en 1996, « [o]n peut parler de sécurité alimentaire quand toutes les personnes ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires et de mener ainsi une vie saine et active »<sup>1</sup>. Le concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle englobe par conséquent les questions d'approvisionnement, d'accès, d'utilisation et de stabilité et, parce qu'il met l'accent sur les caractéristiques des individus, il s'étend à leurs besoins en énergie, en protéines et en nutriments nécessaires à la vie, à l'activité, à la santé génésique, à la croissance et aux capacités à long terme. C'est une condition préalable au plein exercice du droit à l'alimentation.

3. Les Cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable<sup>2</sup>, qui figurent dans la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire adoptée à Rome en 2009, fournissent une assise stratégique pour une action coordonnée de toutes les parties prenantes aux échelons mondial, régional et national tout en instaurant une double approche de la lutte contre la faim. Ces principes exhortent la communauté internationale à :

a) Investir dans des plans pris en charge par les pays, visant à affecter les ressources à des programmes et partenariats bien conçus et axés sur les résultats;

b) Favoriser une coordination stratégique aux échelons national, régional et mondial en vue d'améliorer la gouvernance et l'affectation des ressources et pour éviter les doubles emplois et identifier les lacunes à combler;

c) S'efforcer d'adopter une double approche globale de la sécurité alimentaire;

d) Veiller à ce que le système multilatéral joue un rôle important grâce à des améliorations continues au regard de l'efficacité, de la réactivité, de la coordination et de l'efficacité des institutions multilatérales;

e) Garantir un engagement soutenu et substantiel, de la part de tous les partenaires, à l'investissement dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, avec mise à disposition rapide et fiable des ressources nécessaires, dans le cadre de plans et de programmes pluriannuels.

4. L'on trouvera dans le présent rapport un examen des problèmes rencontrés dans l'instauration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et un état des lieux concernant la mise en œuvre de politiques agricoles durables conformément aux

<sup>1</sup> FAO, *Rapport du Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996* (WFS96/REP, Partie I, appendice).

<sup>2</sup> FAO, document WSFS 2009/2.

Principes de Rome. Son contenu a été enrichi par les contributions de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, constituée par le Secrétaire général, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM).

## **II. Aperçu**

### **A. État actuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde**

5. Il y a à l'heure actuelle 1,4 milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté extrême, parmi lesquels 925 millions de personnes qui ont faim et près de 200 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans qui souffrent de malnutrition. Par ailleurs, les carences en micronutriments, ce qu'on appelle souvent la « faim insoupçonnée », sont le lot de près de 2 milliards de personnes à l'échelle mondiale, soit plus d'un tiers de la population mondiale. Près de 2 millions d'enfants meurent chaque année avant leur cinquième anniversaire à cause de la malnutrition.

6. La crise alimentaire de 2007-2008, qui a été suivie par la crise économique et financière de 2009, a fortement braqué les projecteurs sur les difficultés quotidiennes de millions de familles qui, de par le monde, luttent pour vaincre la faim et la pauvreté et acquérir des moyens de subsistance stables permettant de vivre dans la dignité. En dépit des efforts faits de toutes parts, et de l'engagement pris par la communauté internationale dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) de réduire de moitié à l'horizon 2015 la proportion de personnes qui souffrent de la faim, la faim et la malnutrition demeurent le lot persistant de millions d'êtres humains.

7. L'on estime que pour résoudre le problème de la faim et de la sécurité alimentaire, il faudrait accroître la productivité agricole de 60 %, et de 100 % dans les pays en développement, d'ici à 2050. Or, les écosystèmes, la biodiversité et les produits et services connexes sont également soumis à une pression croissante résultant de la perte de diversité des cultures, de la surexploitation des stocks halieutiques, de la déforestation, de la dégradation et de la disparition de terres arables et d'écosystèmes aquatiques, de la concurrence accrue pour une eau de plus en plus rare et des effets du changement climatique. La bonne intendance responsable de l'environnement et la gestion et la répartition équitables des vivres contribuent grandement à la réalisation d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle universelle<sup>3</sup>.

### **B. Situation économique actuelle**

8. Après plusieurs décennies de déclin, les prix alimentaires sont repartis à la hausse sur la majeure partie de la dernière décennie, avec une volatilité croissante des cours, et ils risquent de se maintenir à ces hauts niveaux et de continuer de connaître de fortes Variations, sous l'effet de facteurs nombreux et complexes.

---

<sup>3</sup> FAO, 2012, Vers l'avenir que nous voulons : En finir avec la faim et engager la transition vers des systèmes agro-alimentaires durables (voir [www.fao.org](http://www.fao.org)).

Certains grands pays ont pu traverser sans trop d'encombres le plus gros de la crise alimentaire mondiale entre 2006 et 2008 mais les populations de nombreux petits pays tributaires des importations ont pâti de la forte hausse des cours, qui a eu des répercussions néfastes sur leurs conditions de vie et qui, même si elle était temporaire, a peut-être eu des effets permanents sur leurs gains futurs et leurs chances d'échapper à la pauvreté<sup>4</sup>.

9. Le changement climatique et ses effets connexes préjudiciables à la production agricole, le renforcement des liens entre l'énergie et les marchés agricoles résultant de la demande croissante de biocarburants et la financiarisation accrue des produits alimentaires et agricoles, tous ces facteurs donnent à penser que la volatilité des prix ne va pas disparaître et qu'elle risque même de croître.

10. D'autres problèmes se posent qui ont trait à la baisse des taux de croissance des rendements de certaines cultures. Selon l'Institut international de recherche sur les politiques agricoles, même si l'on fait abstraction du changement climatique, le prix du riz, du maïs et du blé devraient augmenter de 25 %, 48 % et 75 % respectivement à l'horizon 2050 dans le scénario où l'on fait comme si de rien n'était<sup>5</sup>.

11. La hausse des prix incite à accroître la production et constitue une aubaine pour les agriculteurs qui sont en mesure d'accéder aux marchés pour le consommateur, en revanche, en particulier dans les pays pauvres, ces effets peuvent être terribles. Nombreux sont ceux qui, en situation de pauvreté extrême, consacrent près de 70 % de leurs revenus à leur alimentation. Outre le près d'un milliard de personnes qui sont en état de sous-alimentation, plusieurs milliards d'autres vivent à la limite de l'insécurité alimentaire, à la merci des hausses des prix alimentaires et peu ou pas couverts par les dispositifs de protection. Les hausses des prix alimentaires ont constitué ces dernières années des facteurs clefs de déstabilisation et de troubles civils dans un certain nombre de pays, allant jusqu'au trouble et aux émeutes de la faim qu'ont connue, entre autres, le Bangladesh, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Égypte, l'Éthiopie, le Mexique, le Maroc, le Mozambique, les Philippines, le Sénégal, l'Ouganda et le Zimbabwe<sup>6</sup>.

12. Dans l'ensemble, les hausses de revenus et le meilleur accès aux marchés constitueront probablement sur le long terme de meilleures solutions que les tentatives de maintenir artificiellement les prix intérieurs à un niveau bas par des contrôles et restrictions sur les prix qui peuvent avoir des effets préjudiciables dans les zones rurales, réduisent l'incitation à réaliser l'augmentation de production nécessaire et ont des répercussions néfastes sur les marchés internationaux. Par ailleurs, les causes structurelles de la faim et de la malnutrition empêchent souvent les progrès dans ce domaine et les efforts faits pour les surmonter nécessitent un engagement politique fort et un combat prioritaire contre la faim et la malnutrition.

<sup>4</sup> FAO, 2011, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2011 : Comment la volatilité des cours internationaux porte-t-elle atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays* (voir [www.fao.org](http://www.fao.org)).

<sup>5</sup> Voir Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2011, *Politiques alimentaires mondiales*, Rapport.

<sup>6</sup> Voir Food and Agriculture: The future of sustainability (Alimentation et agriculture : l'avenir de la durabilité), (Sustainable Development in the 21st Century Project, ONU-Département des affaires économiques et sociales, Division du développement durable, 2012).

## **C. Causes structurelles de la faim et de la malnutrition**

13. Les causes structurelles de la faim et de la malnutrition renvoient à la marginalisation économique et sociale, à la dégradation et la rareté des ressources naturelles, aux pressions climatiques et aux questions démographiques, sociales et de gouvernance<sup>7</sup>. Les crises ou conflits politiques qui se prolongent sont l'un de ces éléments les plus dévastateurs qui détruisent les récoltes, gaspillent les ressources naturelles, empêchent la fourniture d'une aide alimentaire et compromettent la progression vers le développement durable. En outre, des menaces transfrontières telles que les organismes nuisibles aux végétaux, les maladies animales et la sécurité sanitaire des aliments ne manquent pas d'être préoccupantes.

14. La persistance de la faim et de la malnutrition s'explique aussi par la marginalisation économique et sociale que connaissent des millions de personnes à l'échelle mondiale. La population rurale pauvre n'a souvent pas d'accès sûr à des ressources productives telles que les terres fertiles, l'eau, les intrants agricoles, le crédit et le savoir, et l'emploi irrégulier et mal payé ou le chômage y sont monnaie courante.

15. Les pressions démographiques jouent un rôle important dans la persistance de la faim et de la malnutrition. Ces phénomènes sont aggravés par l'absence de systèmes de protection sociale efficaces, en particulier pour les femmes, qui souffrent de multiples formes de discrimination juridique et culturelle. Ceci inclut les vulnérabilités nutritionnelles spécifiques des femmes et des enfants qui ne retiennent pas suffisamment l'attention. La marginalisation et la discrimination qui persistent à l'égard de groupes vulnérables, notamment les populations autochtones et les personnes déplacées ou réfugiées, contribue dans certains cas à l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

16. Les catastrophes naturelles ou produites par l'homme, la dégradation des écosystèmes et l'épuisement des ressources naturelles sont aussi des causes importantes d'insécurité alimentaire. L'intégrité environnementale de nombreux écosystèmes est actuellement soit sous pression soit menacée d'une désagrégation progressive de leur capacité de production sous les effets combinés d'une pression démographique croissante et d'une utilisation et d'une pratique agricoles non viables dans la durée. Les victimes de l'insécurité alimentaire, qui sont nombreuses à vivre dans des zones marginales, sont exposées de manière disproportionnée aux risques naturels et ont moins de moyens de faire face aux effets des crises et des chocs.

## **D. Incidences environnementales sur l'agriculture et la sécurité alimentaire**

17. À l'échelle mondiale, les superficies cultivées ont augmenté de 12 % au cours des 50 dernières années et la partie irriguée de ce total, qui a doublé au cours de la

---

<sup>7</sup> Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, Texte récapitulatif sur le quel s'est accordé le Groupe intergouvernemental à composition non limitée du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 27-29 juin et 19 juillet 2012. (La version finale sera présentée à la trente-neuvième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en octobre 2012).

même période, représente l'essentiel de l'augmentation nette des terres cultivées. Dans le même temps, la production agricole a été multipliée par un coefficient qui va de 2,5 à 3, grâce à d'importantes augmentations des rendements des principales cultures. Cela étant, ces résultats globaux en matière de production se sont accompagnés dans certaines régions d'une dégradation des ressources en terre et en eau et d'une détérioration des produits et services écosystémiques connexes, s'agissant notamment de la biodiversité, de la biomasse, du stockage de carbone, de l'état des sols et du stockage des ressources en eau disponibles. De ce fait, la croissance de la productivité agricole a ralenti dans maintes régions du monde<sup>8</sup>.

#### *Événements climatiques extrêmes*

18. L'agriculture est l'entreprise humaine qui risque le plus de pâtir de l'évolution du climat. Le Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat a noté que les agriculteurs des pays en développement, en Afrique subsaharienne en particulier, seront les plus durement touchés par les effets du changement climatique. Les événements liés aux changements climatiques, notamment les températures extrêmes et la volatilité météorologique, font peser de multiples menaces sur l'agriculture, dont un recul de la productivité, de la stabilité de la production et des revenus. Pour relever ces défis qui s'annoncent, des fonds supplémentaires sont peut-être nécessaires pour des travaux de recherche agricole sur l'adaptation aux changements climatiques et les projets y relatifs dans les pays en développement. À l'heure actuelle, le financement de projets de ce type ne représente toujours qu'une faible fraction des montants investis dans le Mécanisme pour un développement propre et d'autres projets relatifs aux marchés des émissions de carbone<sup>6</sup>.

#### *Dégradation des terres*

19. Tout un quart des ressources mondiales en terres est actuellement considéré comme très dégradé, 8 % comme modérément dégradés, 36 % comme stables ou légèrement dégradés et 10 % comme en voie d'amélioration<sup>9</sup>. La notion de dégradation ne se limite pas à celle des sols et de l'eau et s'étend à l'analyse d'autres aspects des écosystèmes concernés, tels que la perte de biodiversité. Sur tous les continents, de vastes zones voient leurs terres se dégrader, le phénomène étant particulièrement net le long de la côte ouest des Amériques, dans la partie méditerranéenne de l'Europe du Sud et en Afrique du Nord, dans tout le Sahel et la Corne de l'Afrique et dans toute l'Asie. Le risque de dégradation des terres est certes un phénomène généralisé mais près de 40 % des terres dégradées de par le monde se trouvent dans les zones où les taux de pauvreté sont les plus élevés.

#### *Raréfaction de l'eau*

20. Selon l'Institut international de gestion des ressources en eau, avec plus de 70 % du total mondial des eaux de surface et de l'extraction des eaux souterraines consacrées à la production de vivres et d'autres produits agricoles, le secteur de

<sup>8</sup> Voir P. Kumar et S. Mittal (2006), « Agricultural Productivity Trends in India: Sustainability Issues » (Évolution de la productivité en Inde: questions de durabilité), *Agricultural Economics Research Review*, vol. 19.

<sup>9</sup> Voir FAO. 2011, *L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde : gérer les systèmes en danger* (Rome, 2011).

l'agriculture est le plus grand utilisateur de ressources en eau. L'extraction intensive d'eau souterraine dans les principales régions productrices de céréales est en train de réduire la capacité de stockage des aquifères et de rendre inaccessibles les réserves d'eau souterraine dont les communautés rurales sont tributaires<sup>10</sup>. L'utilisation de l'eau a augmenté à l'échelle mondiale plus de deux fois plus vite que l'augmentation de la population au cours du siècle dernier et de plus en plus de régions approchent du point limite au-delà duquel les services d'approvisionnement en eau ne sauraient être durablement assurés. Le manque d'eau est l'une des principales causes de disette et de malnutrition. L'on estime que d'ici à 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays ou régions en situation de pénurie absolue d'eau et les deux tiers de la population mondiale pourraient se retrouver en situation de stress hydrique<sup>11</sup>.

### **III. Difficultés actuelles ou en gestation concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale**

#### **A. Augmentation de la demande de cultures vivrières destinées à la production d'énergie**

21. L'agriculture mondiale est de plus en plus liée aux marchés de l'énergie. Les projections relatives aux prix du pétrole retenues dans les hypothèses macroéconomiques des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2012-2021* sont supérieures de 25 dollars en moyenne à celles de l'année dernière et vont de 110 à 140 dollars le baril pour la période considérée. La hausse des prix du pétrole est un facteur explicatif fondamental des projections de hausse des prix des produits agricoles au titre non seulement des coûts de production liés au pétrole mais également de l'augmentation de la demande de biocarburants et de produits agricoles entrant dans leur production. Le soutien aux biocarburants, dont le montant était estimé pour 2009 à 20 milliards de dollars, pour l'essentiel aux États-Unis d'Amérique et dans les pays membres de l'Union européenne, devrait atteindre 45 milliards de dollars à l'horizon 2020<sup>12</sup>. En 2021, la production mondiale de bioéthanol et de biodiesel devrait avoir pratiquement doublé et serait fortement concentrée au Brésil, aux États-Unis et dans l'Union européenne. Les biocarburants, qui font essentiellement appel à des intrants agricoles, devraient absorber une part croissante de la production mondiale de canne à sucre (34 %), d'huiles végétales (16 %) et de céréales secondaires (14 %). Les prix des produits de base étant liés aux cours mondiaux de l'énergie, les fluctuations et l'évolution à la hausse des prix de l'énergie entraînent la hausse des prix alimentaires<sup>13</sup>. La forte dépendance du

<sup>10</sup> Les pays du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie centrale extraient bien au delà des seuils critiques.

<sup>11</sup> Selon la définition de la FAO, il y a pénurie absolue d'eau en dessous de 500 mètres cubes par an et par personne et stress hydrique entre 500 et 1 000 mètres cubes par an et par personne.

<sup>12</sup> Voir Agence internationale de l'énergie. *World Energy Outlook 2010*.

<sup>13</sup> OCDE-FAO 2012. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012-2021* (<http://www.oecd.org/site/oecd-faoagriculturaloutlook>).

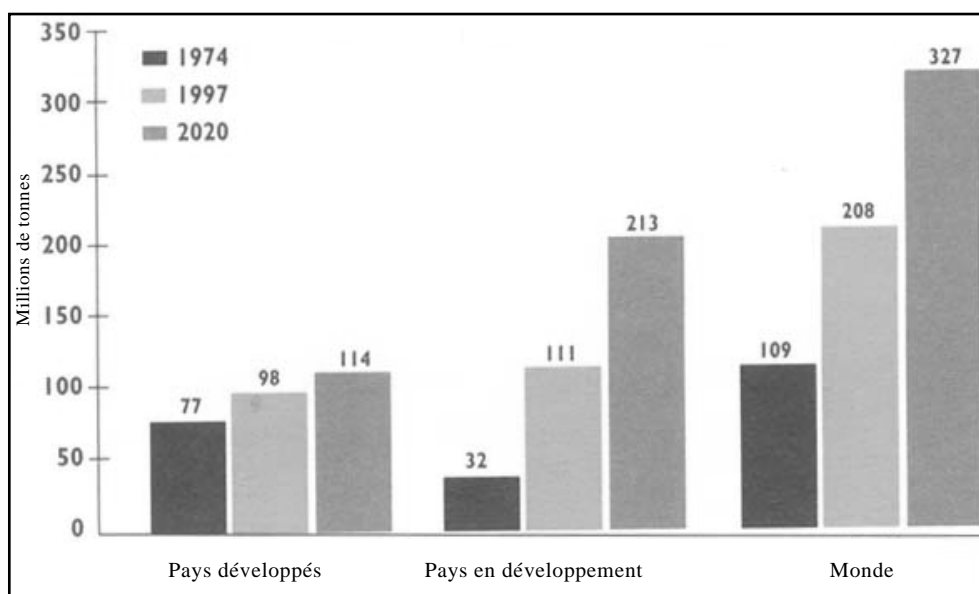


secteur alimentaire mondial à l'égard des combustibles fossiles constitue aussi et de plus en plus un sujet de préoccupation<sup>14</sup>.

## B. Évolution des schémas de consommation des produits alimentaires

22. La demande accrue de produits de l'élevage dans les pays en développement est en train de susciter des pressions nouvelles et fortes sur les réserves en céréales et en eau. Les augmentations récentes de la consommation alimentaire par habitant s'expliquent essentiellement par le progrès économique général des pays en développement, encore que les moyennes mondiales soient incontestablement influencées par les gains importants enregistrés dans certains de ces pays les plus prospères, en particulier le Brésil, la Chine, l'Indonésie et le Mexique. L'augmentation de la consommation de produits alimentaires par habitant s'est accompagnée d'une évolution parallèle des schémas d'alimentation dans les pays concernés. La demande de produits de l'élevage a considérablement augmenté dans les pays en développement depuis les années 1970, et les ressources en terres, en eau et en céréales nécessaires pour les produire ont augmenté en conséquence, comme il ressort du graphique ci-dessous<sup>6</sup>.

### Demande mondiale de viande



Sources : Projections IFPRI/IMPACT, juin 2001, et statistiques FAO pour 1974.

<sup>14</sup> FAO. 2011c, Energy-smart food for people and climate (Une alimentation énergétiquement rationnelle pour les personnes et le climat).document de réflexion (Rome, 2011). (<http://www.fao.org/docrep/014/i2454e/i2454e00.pdf>).

## C. Pertes et gaspillage de produits alimentaires

23. Selon une étude effectuée sous l'égide de la FAO, un tiers environ des vivres produits chaque année de par le monde à des fins de consommation humaine, soit environ 1,3 milliard de tonnes, sont perdus ou gaspillés. Les pertes et gaspillages se produisent à tous les stades de la chaîne alimentaire, avec des variations selon les régions et les espèces produites. Ils représentent à l'échelle mondiale plus de 10 % de la consommation totale de calories<sup>15</sup> et se produisent dans des pays aussi bien à revenu élevé qu'à faible revenu, même selon un schéma qui n'est pas le même dans les deux cas. Dans les pays à revenus moyen ou élevé, le gaspillage intervient essentiellement au stade de la consommation, alors que dans les pays à faible revenu, il s'agit de pertes en début et en milieu de la chaîne d'approvisionnement, avec beaucoup moins de gaspillage au stade de la consommation. Les causes des pertes et gaspillages de produits alimentaires dans les pays à faible revenu renvoient à des contraintes financières, gestionnaires et techniques touchant les techniques de récolte, les équipements de stockage et de froid sous différentes conditions climatiques, les infrastructures et les systèmes de conditionnement et de commercialisation. Étant donné que de nombreux petits exploitants agricoles dans les pays en développement vivent à la limite de l'insécurité alimentaire, une réduction des pertes de produits alimentaires pourrait avoir un effet immédiat et non négligeable sur leurs moyens de subsistance.

24. La plupart des pertes pourraient être évitées, jusqu'à un certain point, et certains types de gaspillage pourraient être presque entièrement éliminés. Dans les pays en développement, les investissements et autres mesures propres à améliorer les infrastructures de traitement, de stockage et de transport devraient permettre de régler en bonne partie le problème des gaspillages résultant de pertes d'après-récolte. Dans les pays développés, les interventions possibles des pouvoirs publics consisteraient notamment à associer le secteur privé au travail de sensibilisation, élaborer des accords volontaires, revoir les réglementations susceptibles de créer par inadvertance des gaspillages évitables, soutenir la recherche visant à améliorer le stockage, prolonger la durée de conservation, identifier de meilleurs moyens de détecter les détériorations et lancer des campagnes d'éducation de la population.

## D. Adaptation au changement climatique

25. Les effets du changement climatique sont en train de réduire la productivité et d'introduire une plus grande instabilité dans la production du secteur agricole dans des communautés qui souffrent déjà d'un niveau élevé d'insécurité alimentaire et de dégradation de l'environnement et n'ont que peu de possibilités de faire face à de mauvaises conditions climatiques<sup>16</sup>. Le renforcement de la résilience du secteur agricole face au changement climatique fait partie des premières priorités de la recherche agricole. Les mesures d'adaptation faisant intervenir l'amélioration des

<sup>15</sup> Par perte de produits alimentaires, on entend la diminution de la masse de produits comestibles disponibles pour la consommation humaine tout au long de la chaîne de distribution. Les pertes de produits alimentaires résultant de la décision de détruire des produits qui ont encore une valeur pour autrui relèvent du gaspillage de produits alimentaires.

<sup>16</sup> D. B. Lobell, W. Schlenker et J. Costa-Roberts, « Climate Trends and Global Crop Production since 1980 » (L'évolution du climat et la production agricole mondiale depuis 1980), *Science*, vol. 333, N° 6042.

nutriments organiques des sols et autres méthodes écologiquement rationnelles peuvent contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, méthodes plus connues sous le nom d'agriculture intelligente face au climat. L'agriculture de conservation, l'agroforesterie, l'amélioration de la gestion du bétail et de l'eau, la lutte phytosanitaire intégrée et les approches écosystémiques de la pêche et de l'aquaculture, toutes ces méthodes peuvent à la fois faire d'importantes contributions à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et produire des avantages environnementaux.

## **E. Crises et conflits prolongés**

26. Les pays en situation de crise prolongée nécessitent une attention particulière. Souvent en butte à des crises durables ou récurrentes, ces pays n'ont que peu de moyens d'action dans un certain nombre de domaines, ce qui exacerbe l'insécurité alimentaire et les problèmes connexes. La Corne de l'Afrique et le Sahel sont les deux cas les plus graves de zones où sévissent les crises prolongées, l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, avec une population totale de près de 300 millions d'habitants, dont la plupart vivent avec moins d'un dollar par jour. Ces pays sont largement tributaires de l'agriculture et l'élevage y représente 20 % de l'économie, dans un environnement très fragile et sujet à la sécheresse.

## **IV. Progrès en matière de promotion de la coordination, de la coopération et de l'efficacité**

### **A. Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire**

27. L'Équipe spéciale de haut niveau, créée par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) en avril 2008, rassemble les chefs de secrétariat des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies ainsi que les organes pertinents du Secrétariat, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation mondiale du commerce. Le principal objectif de l'Équipe spéciale est de promouvoir une réponse globale et unifiée au défi que représente l'instauration de la sécurité alimentaire. En 2008, ses membres se sont accordés sur un cadre d'action global énonçant leur position commune. En présentant aux gouvernements, aux organisations internationales et régionales et aux groupes de la société civile toute une série de politiques et d'interventions dont ils pourront tirer des réponses appropriées, ce cadre d'action est censé être un catalyseur de l'action dans ce domaine.

28. En 2010, le Cadre d'action global a été actualisé pour mieux intégrer l'évolution du contexte et les nouveaux éléments jugés nécessaires pour une approche globale, notamment les questions de genre, le changement climatique, la volatilité des prix et la durabilité. Cette version actualisée constitue une approche coordonnée adoptée à l'échelle du système des Nations Unies pour soutenir l'action menée par les pays en faveur de moyens de subsistance durables et résilients en milieu rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. Le Cadre

d'action réaffirme la nécessité de la réalisation du droit à l'alimentation par la double approche consistant à pourvoir aux besoins immédiats des personnes les plus vulnérables, par des dispositifs de protection sociale efficaces, tout en renforçant dans le même temps la résilience à plus long terme des moyens de subsistance et de la production alimentaire. En août 2011, l'Équipe spéciale a établi une version résumée du Cadre d'action qui a été largement diffusée en 2012<sup>17</sup>. L'Équipe spéciale procède actuellement à un examen interne et à une évaluation externe de la mise en œuvre et des résultats du Cadre d'action afin d'en tirer des éléments de preuve et des lignes directrices permettant de le réorienter vers la prise en charge des cinq objectifs du « Défi zéro faim » lancé par le Secrétaire général et structurer une approche intégrée à l'échelle du système des Nations Unies de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## **B. Le « Défi zéro faim »**

29. Le « Défi zéro faim » désigne la vision qu'a le Secrétaire général d'un avenir débarrassé de la faim. Lancé à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro, en 2012, cette vision est celle d'un monde où toutes les personnes jouissent du droit à une nutrition suffisante, où les femmes sont démarginalisées, où les systèmes alimentaires sont durables et résilients, où un soutien accru est accordé aux familles, où la pauvreté est réduite grâce à l'agriculture et au développement rural et où une bonne nutrition est assurée à tous les enfants, depuis la grossesse de la mère jusqu'au deuxième anniversaire. Il s'agit d'une plate-forme pour le plaidoyer comportant cinq objectifs :

- a) 100 % d'accès à une nourriture suffisante tout au long de l'année;
- b) Zéro enfant de moins de 2 ans souffrant d'un retard de croissance;
- c) Durabilité de tous les systèmes alimentaires;
- d) 100 % d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants;
- e) Zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires.

30. Le « Défi zéro faim » invite toutes les parties prenantes à agir en faveur de l'élimination de la pauvreté. Il est ancré dans des structures telles que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et l'Équipe spéciale de haut niveau mais recherche un engagement renouvelé de tenir les promesses déjà faites, fait fond sur le travail déjà entrepris et encourage toutes les parties prenantes à recentrer davantage leur action sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>18</sup>.

## **C. Comité de la sécurité alimentaire mondiale**

31. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale tel qu'il a été réformé représente un nouveau modèle de gouvernance dans ce domaine reposant sur une implication multilatérale et multipartenaires. Un aspect essentiel de sa réforme a consisté à créer un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la

<sup>17</sup> Disponible à l'adresse <http://www.un-foodsecurity.org/node/842>.

<sup>18</sup> Disponible à l'adresse <http://www.un-foodsecurity.org/node/1356>.

nutrition, interface innovante entre scientifiques et décideurs qui conseille le Comité et lui fournit des analyses et avis reposant sur les faits à propos des enjeux importants afin de débattre en connaissance de cause des politiques à adopter. Dans la réforme de 2009, le Comité a été conçu en tant que principale plate-forme pour un large éventail de parties prenantes résolues à travailler ensemble de manière coordonnée, sur la base des principes d'ouverture, de maîtrise par les pays eux-mêmes et de flexibilité, en conformité avec les circonstances régionales et nationales. Des plates-formes et alliances multipartenaires similaires sont envisagées aux échelons régional et national. En mai 2012, le Comité a approuvé les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, premier instrument global de portée mondiale sur les régimes fonciers et leur administration établi dans le cadre de négociations intergouvernementales.

#### **D. Coopération entre les organisations sises à Rome**

32. L'élaboration d'une réponse conjointe aux crises de la Corne de l'Afrique et du Sahel, la coordination de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et la collaboration à l'établissement de rapports à l'intention du Groupe des Vingt ont manifestement relancé ou renforcé la coopération entre la FAO, le FIDA et le PAM. La notion de résilience est essentielle dans la collaboration en cours concernant les opérations sur le terrain. La réponse conjointe à la situation dans la Corne de l'Afrique et le Sahel a bien montré l'ampleur, la portée et l'intérêt de cette collaboration renforcée entre les organisations. L'approfondissement de la collaboration passe aussi par des projets qui adoptent des approches fondées sur la résilience, tels que « Achats au service du progrès » et « Acheter africain pour l'Afrique ». Ces deux projets ont vocation à se chevaucher sur le plan géographique et visent l'élaboration d'une stratégie commune sur la résilience, font le bilan des bonnes pratiques de protection et d'amélioration des moyens de subsistance, étudient les possibilités de plaidoyer et de collecte de fonds en commun et établissent des messages communs à l'intention des partenaires fournisseurs de ressources.

33. Les trois organisations ont continué de renforcer leur collaboration avec d'autres institutions telles que l'OCDE, la Banque mondiale et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour établir des rapports interorganisations à l'intention du Groupe des Vingt et du Groupe des Huit et promouvoir activement l'investissement agricole responsable, en faveur notamment des travaux sur la biodiversité agricole, en prélude à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

#### **E. Coordination en matière de nutrition**

34. L'initiative « Renforcement de la nutrition » a été lancée en 2010 pour favoriser un engagement politique accru et une harmonisation programmatique en vue d'accélérer la baisse des taux mondiaux de prévalence de la faim et de la malnutrition. L'accent y est mis sur les femmes et les enfants de moins de deux ans et, plus précisément, sur le créneau à exploiter des 1 000 jours couvrant la grossesse et les deux premières années de vie de l'enfant, c'est-à-dire la période décisive pour

favoriser un développement physique et mental sain de l'enfant. Les partenaires de cette initiative sont en train d'accroître les ressources mises à la disposition des pays participants et de mieux harmoniser leur soutien aux plans nationaux pour la mise en œuvre d'interventions spécifiques en matière de nutrition qui ont donné de bons résultats. Ils aident aussi les pays à mettre en œuvre leurs stratégies de développement sensible à la nutrition dans de multiples secteurs. L'objectif d'ensemble de cette initiative est de renforcer les potentialités de la jeunesse, en particulier le progrès intellectuel, physique et social des enfants, contribuant ainsi au développement économique des pays.

35. Depuis le lancement de cette initiative, les Chefs d'État de 28 pays fortement touchés par la malnutrition se sont engagés à renforcer leur action dans ce domaine, et d'autres pays les soutiennent dans cette voie. Ces pays comptent 53 millions d'enfants souffrant de retards de croissance avant l'âge de 5 ans, soit 25 % du nombre total d'enfants en retard de croissance, sachant que des millions de femmes souffrent d'anémie pendant leur grossesse et leurs enfants de carence en micronutriments. Le Groupe des Vingt a apporté son appui à cette initiative et aussi bien les pays en développement que leurs partenaires pour le développement sont représentés parmi les pays membres du dit Groupe<sup>19</sup>. Plus de 100 partenaires pour les développements mondiaux, régionaux et nationaux venus de la société civile, du monde universitaire et des organisations bilatérales et multilatérales soutiennent cette initiative, et la rapidité avec laquelle celle-ci a évolué au cours des derniers 18 mois est le signe d'un engagement politique croissant en faveur de la nutrition. En 2013, l'examen à 20 ans de la Conférence internationale sur la nutrition donnera lieu à la première conférence internationale de haut niveau du XXI<sup>e</sup> siècle consacrée au règlement des problèmes de la nutrition dans le monde et assurera un soutien aux interventions en matière de sécurité nutritionnelle.

## **F. FAO/PNUE : Consommation et production durables**

36. Le Programme conjoint FAO/PNUE sur la consommation et la production durables dans l'alimentation et l'agriculture facilite l'instauration de partenariats entre organismes des Nations Unies, autres organismes internationaux, gouvernements, entreprises et société civile dont les activités, réunies, peuvent favoriser la transition essentielle vers la durabilité. Ce programme favorise la coopération internationale pour promouvoir les politiques, les investissements, la production et les schémas de consommation qui améliorent la sécurité alimentaire tout en répondant aux besoins en matière d'économie et d'environnement. Une réunion organisée en mai 2012 était axée sur les principaux domaines d'intervention identifiés par le Groupe d'études de Marrakech sur les pratiques durables de consommation et de production dans l'alimentation et l'agriculture, avec la participation de partenaires venus du Costa Rica, des Pays-Bas, du Ghana et de la Suisse, qui ont partagé les leçons tirées de leurs activités dans le secteur de l'alimentation. La FAO, en collaboration avec le PNUE, met en œuvre ce programme, qui sera dotée d'une équipe spéciale composée de représentants des

<sup>19</sup> Voir UNICEF, *Suivre les progrès dans le domaine de la nutrition de l'enfant et de la mère* (New York, 2008).

États membres, des organismes des Nations Unies, du secteur privé et de la société civile<sup>20</sup>.

## **G. Groupe des Huit : Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition**

37. À leur réunion de mai 2012, les chefs d'État membres du Groupe des Huit sont convenus de créer la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, dont l'objet est d'accélérer la circulation des capitaux privés en direction de l'agriculture en Afrique, développer les nouvelles technologies et autres innovations susceptibles d'accroître la productivité de l'agriculture durable et réduire le risque couru par les économies et communautés vulnérables, le but étant de sortir 50 millions de personnes de la pauvreté au cours de la prochaine décennie. La Nouvelle alliance est guidée par : un engagement collectif d'investir dans des plans crédibles, complets et pris en main par les pays eux-mêmes; mettre au point de nouveaux outils de mobilisation des capitaux privés, de relance et de renforcement de l'innovation et de gestion des risques; et impliquer le secteur privé et tirer parti de ses capacités, s'agissant notamment des femmes et des petits exploitants agricoles, des entrepreneurs et des sociétés nationales et internationales<sup>21</sup>. L'Alliance appuie les processus du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, qui est conçu pour susciter l'investissement du secteur privé et a déjà recueilli 3 milliards de dollars d'engagements.

## **V. Progrès dans la mise en œuvre de l'approche double**

### **A. Dispositifs de protection sociale à court terme**

38. L'approche double énoncée dans le texte actualisé du Cadre d'action global et reprise dans les Cinq Principes de Rome<sup>1</sup> met l'accent sur quatre dimensions dans son premier volet, axé sur l'aspect protection de la lutte pour la sécurité alimentaire: disponibilité, accès, utilisation; et stabilité. Les dispositifs de protection sociale sont d'une importance capitale pour pourvoir aux besoins immédiats des personnes qui n'ont pas les moyens financiers d'acquérir des produits alimentaires. Les programmes de garantie de l'emploi sont des éléments clés des programmes de protection productive qui ont permis d'atténuer les effets des pénuries alimentaires extrêmes lors de la crise alimentaire provoquée par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique en 2010-2011. L'impact de la crise a été moins grave pour les communautés éthiopiennes, qui disposaient de programmes de ce type bien établis, que dans les pays voisins où ces programmes faisaient défaut. Ces programmes nécessitent en effet des années d'investissement, de renforcement des capacités et de développement des systèmes. Ils devraient être mis en œuvre au sein des

<sup>20</sup> À sa troisième réunion, en avril 2012, l'Équipe spéciale a établi un programme de travail pluriannuel et créé quatre groupes chargés de l'appliquer dans quatre grandes catégories d'activités : a) plate-formes d'information; b) communication; c) conditions favorables; et d) approches axées sur le marché.

<sup>21</sup> Disponible à l'adresse <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/05/19/camp-david-declaration>.

communautés en situation de risque de crises récurrentes, et peuvent être rapidement portés à une échelle supérieure.

39. Le Cadre d'action global évoque l'adoption par le système des Nations Unies d'une initiative pour un socle de protection sociale, qui comprend un ensemble de transferts, de services et d'équipements grâce auxquels tous les citoyens, partout dans le monde, pourraient jouir de tous leurs droits fondamentaux. En 2011, le groupe consultatif OIT-OMS présidé par la Chef de secrétariat de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a préconisé l'adoption universelle d'un socle de protection sociale pour une mondialisation équitable et inclusive. Cette proposition a été acceptée à la réunion de 2012 des dirigeants des pays membres du Groupe des Vingt et est en cours d'adoption dans le cadre des mécanismes de la conférence de l'OIT.

40. Ces processus mondiaux instaurent un contexte au sein duquel la promotion des politiques nationales relatives aux systèmes alimentaires résilients et à la sécurité nutritionnelle se déploient dans les deux volets de l'approche. Les socles de protection sociale constituent désormais un élément capital des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la plupart des pays, en particulier ceux où la résilience est mise à mal par les crises récurrentes. Il se peut certes qu'ils soient sapés par l'instabilité politique et les restrictions budgétaires mais ils sont de plus en plus considérés comme un élément essentiel de soutien à long terme, facteur de réalisation à long terme du bien-être des enfants et d'assurance face à l'instabilité climatique.

41. L'expérience de nombreuses communautés souffrant d'instabilité à long terme donne à penser que la plupart des dispositifs durables de protection sociale minima et de protection productive reposent sur les systèmes traditionnels de soutien communautaire, notamment ceux à base religieuse, qui peuvent continuer de fonctionner lorsque les moyens des autorités centrales sont défaillants. L'initiative « 3N » au Niger est un exemple de programme national expressément axé sur le renforcement de la résilience à long terme par une combinaison de systèmes agricoles, hydrauliques et alimentaires et des interventions de protection nutritionnelle et sociale, constamment enracinés dans les réalités des communautés et des institutions locales.

## **B. Actions de renforcement à moyen et long terme de la résilience par une agriculture durable**

42. Le second volet de l'approche double a trait au renforcement de la résilience à long terme des moyens de subsistance et de la production alimentaire par l'élimination des causes profondes de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition<sup>22</sup>.

### *Accès à la terre et garantie des droits fonciers pour les femmes*

43. Pour toute une série de raisons ayant trait aux contraintes juridiques et culturelles touchant l'héritage, la propriété et l'utilisation des terres, moins de 20 % des propriétaires terriens sont des femmes. Donner aux femmes propriétaires le

<sup>22</sup> Ces résultats escomptés sont définis aussi bien dans la version actualisée du Cadre d'action global que dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, « L'avenir que nous voulons » (résolution 66/288).



même accès aux intrants qu'aux hommes permettrait d'accroître le rendement, d'augmenter la production agricole totale dans les pays en développement et de sortir des millions de personnes de la faim<sup>23</sup>. L'écart entre les sexes est remarquablement constant quels que soient les pays et les contextes: les femmes ont moins accès aux moyens, intrants et services agricoles et aux possibilités d'emploi rural que les hommes. L'écart entre les sexes se constate pour de nombreux moyens, intrants et services et il impose des coûts supplémentaires au secteur agricole, à l'ensemble de l'économie et à toute la société, en plus des femmes elles-mêmes. Dans les campagnes d'Afrique et d'Asie, des femmes sont en train de rassembler 10 millions de dollars pour acheter de meilleurs outils et semences mais les agricultrices ne recueillent toujours que 5 % des crédits disponibles. Concevoir des programmes de développement rural plus sensibles à l'égalité entre les sexes constituerait une avancée dans la réduction des inégalités entre les sexes dans l'agriculture.

#### *Accroître durablement la productivité agricole*

44. L'intensification durable de l'agriculture représente un défi considérable pour les petits exploitants agricoles. Dans tous les systèmes de production agricole, la transition vers des processus plus durables nécessite une mobilisation minutieuse des services fournis par l'écosystème. Pour exploiter pleinement leurs potentialités, les écosystèmes agricoles doivent être gérés dans le cadre de l'ensemble du milieu naturel. Le renforcement de la résilience naturelle des terres est donc d'une importance fondamentale. La déforestation, la dégradation des zones de captage/bassins versants, la dégradation des terres et la disparition des récifs et écosystèmes coralliens, en particulier les récifs coralliens et les mangroves, réduisent la productivité de la nature, ainsi que sa résilience et sa capacité à apporter une protection aux communautés humaines.

45. Selon les chiffres de la FAO, l'aquaculture est le secteur alimentaire qui connaît la plus forte expansion, avec un taux annuel de croissance de près de 8 % pour la dernière décennie. Elle fournit actuellement 60 millions de tonnes, soit près de 50 % de l'offre mondiale de poisson pour l'alimentation<sup>24</sup>. L'adoption d'une approche écosystémique de l'intensification et de la gestion de ce secteur est désormais considérée comme une stratégie essentielle pour intégrer l'aquaculture aux autres systèmes alimentaires. La rizipisciculture et l'aquaculture multitrophique sont de bons exemples d'intégration durable au service de l'intensification.

46. La diversification des variétés, des espèces et des activités de production dans tout le paysage agricole constituent un autre moyen d'accroître durablement la résilience et la productivité. Ces dernières années, 50 % des augmentations de rendement des cultures peuvent être attribuées à de nouvelles variétés de semences, telles que la variété à maturation rapide dite « Nouveau riz pour l'Afrique », qui a transformé les économies locales dans plusieurs pays de ce continent.

47. Une plus grande diversité dans les écosystèmes agricoles peut aboutir à une nutrition plus saine et durable, considération importante pour les producteurs dont la consommation est assurée dans une large mesure par leur propre production. Il faut

<sup>23</sup> FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2010- 2011, Le rôle des femmes en agriculture, combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement (Rome, 2011).

<sup>24</sup> FAO, La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, 2012. (Rome, 2012).

donc faire davantage, en particulier au niveau des exploitations agricoles, pour renforcer les capacités locales de conservation et d'utilisation de la biodiversité génétique. Des solutions techniques existent et les travaux de recherche dans ce domaine sont axés sur une meilleure intégration des ressources et des processus ruraux<sup>25</sup>.

#### *Améliorer l'accès aux marchés*

48. La poursuite de la libéralisation du commerce des produits agricoles demeure prioritaire dans les négociations commerciales multilatérales sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Alors que, en moyenne, les pays de l'OCDE ont réduit leurs subventions aux producteurs agricoles de 44 % environ depuis 2000, ces subventions demeurent importantes dans de nombreux pays développés (en moyenne 18 % du montant brut des recettes agricoles)<sup>26</sup>. De nouveaux enjeux du commerce des produits agricoles sont apparus à la suite de la forte hausse des prix alimentaires enregistrée en 2008, année au cours de laquelle un certain nombre de grands exportateurs de produits alimentaires ont mis en place des restrictions à l'exportation, soulignant ainsi la nécessité d'accorder une attention accrue aux préoccupations des pays importateurs de produits alimentaires en situation d'insécurité à cet égard<sup>27</sup>.

49. Il est un fait avéré que des coopératives agricoles et alimentaires fortes contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et sont très résilientes face aux crises et chocs financiers, environnementaux et autres. Les coopératives fournissent à leurs membres une vaste gamme de services, en particulier l'accès aux intrants productifs, aux marchés et à l'information et la communication. Elles assurent aussi à leurs membres un accès aux ressources naturelles et à la gestion de ces ressources et leur permettent d'avoir leur mot à dire dans les processus de prise des grandes décisions. Toutefois, les coopératives ne peuvent prospérer et devenir un vecteur d'inclusion et d'intégration aux marchés que si elles bénéficient d'un environnement propice approprié. Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives (2012), la communauté internationale met en avant le rôle des coopératives agricoles et alimentaires dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

#### *Mesures de gestion des effets de la volatilité des prix alimentaires*

50. Les effets des variations des prix mondiaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages est dans une large mesure fonction du contexte et dépend, entre autres, du produit considéré, des politiques nationales en matière de transmission des prix des marchés mondiaux aux marchés intérieurs et des caractéristiques de la démographie et de la production des différents ménages. Une telle diversité des effets, tant à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci, montre bien toute la nécessité d'améliorer les données et les analyses afin que les gouvernements puissent appliquer des politiques plus efficaces.

51. En juin 2012, à sa réunion de Mexico, le Groupe des Vingt s'est félicité des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture adopté par les ministres de l'agriculture des pays

<sup>25</sup> Voir FIDA, Rapport sur la pauvreté rurale, 2011 (Rome, 2012).

<sup>26</sup> Disponible à l'adresse: [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MON20113\\_1](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MON20113_1).

<sup>27</sup> Groupe d'experts de haut niveau, Volatilité des prix et sécurité alimentaire, Rapport 2011, N° 1.

membres du Groupe. Les vice-ministres de l'agriculture avaient présenté un rapport intérimaire sur la mise en œuvre des initiatives inscrites dans le plan d'action, y compris les principales constatations et recommandations sur la production agricole durable et la croissance de la productivité<sup>28</sup>. Ils se sont également félicités des progrès enregistrés dans la mise en place du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) et de l'initiative « AgResults », qui attribue des prix récompensant l'invention en matière de produits et systèmes agricoles particulièrement importants pour les pays à faible revenu. La première réunion du Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial s'est tenue en février 2012 pour examiner les procédures et outils utilisés par les pays membres pour établir leurs balances nationales d'offre et de demande des produits couverts par le système AMIS et poser les bases d'une méthodologie convenue d'un commun accord. La première réunion du Forum de réaction rapide d'AMIS, tenue en avril 2012, a examiné la situation des marchés et les perspectives concernant les produits couverts par le système.

### *Biocarburants*

52. Le développement de la production de biocarburants pose de nouveaux défis pour la sécurité alimentaire, dans la mesure où l'on assiste à un détournement important de certains produits alimentaires de base vers le marché des carburants, détournement qui a des répercussions sur la disponibilité de produits alimentaires. Le resserrement des liens entre les marchés des produits alimentaires et de l'énergie accroît les risques de transmission des chocs d'un marché à l'autre. Du côté de la production, les approches axées sur l'intensification durable et la réduction des gaspillages sont essentielles pour réduire la dépendance de l'agriculture à l'égard d'intrants à forte intensité d'énergie. Du côté de la demande, des mesures telles que l'élimination des subventions ou l'accroissement de la flexibilité des marchés des biocarburants ont été proposées pour réduire la pression que les biocarburants font peser sur les marchés alimentaires, en particulier les biocarburants de première génération exploitant des cultures vivrières. L'ouverture des marchés internationaux tant pour les produits d'alimentation que pour les produits énergétiques renouvelables peut déplacer la production vers les utilisations le plus économiquement rentable mais des sauvegardes demeureront peut-être nécessaires dans les pays producteurs pour encourager une production écologiquement durable. Parallèlement, des efforts s'imposent pour accélérer la recherche scientifique sur les biocarburants de deuxième génération qui feraient moins concurrence à l'alimentation<sup>29</sup>.

### *Promouvoir la recherche et la diffusion et le transfert des technologies*

53. La technologie peut faciliter le type d'adaptabilité rapide qui sera de plus en plus nécessaire avec l'accentuation du changement climatique et d'autres pressions. Les technologies de l'information et de la communication rendent possibles des techniques qui permettent de toucher tous les utilisateurs, hormis dans les zones les plus reculées. La diffusion à l'échelle mondiale des technologies des communications cellulaires et sans fil, conjuguée à l'ubiquité croissante d'Internet, fournit aux agriculteurs des renseignements sur les cours du marché et sur les tendances de l'offre et de la demande ainsi qu'une assistance technique à distance. Il

<sup>28</sup> Disponible à l'adresse. <http://www.g20.utoronto.ca/2012/2012-0518-agriculture.pdf>.

<sup>29</sup> Disponible à l'adresse [http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Volatility Interagency\\_Report\\_to\\_the\\_G20\\_on\\_Food\\_Price\\_Volatility.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Volatility%20Interagency_Report_to_the_G20_on_Food_Price_Volatility.pdf).

y a désormais largement consensus sur la nécessité de susciter davantage de capacités locales d'accès à des systèmes d'information très peu coûteux et d'utilisation de ces systèmes.

54. Des systèmes intégrés d'information à l'échelle mondiale permettent aujourd'hui d'obtenir en temps utile des renseignements sur les prévisions en matière d'autonomie alimentaire dans chaque pays de la planète. L'utilisation des systèmes de positionnement universels (GPS) au service d'une agriculture de précision a permis aux agriculteurs de produire plus avec moins d'intrants agricoles et de consommation d'énergie. Le recours aux technologies satellitaires de télésurveillance et de détection *in situ* aide grandement à la surveillance mondiale et régionale de la productivité des cultures et des effets des phénomènes climatiques. À mesure que ces technologies sont intégrées et que leurs coûts diminuent, on assiste à l'apparition et à la diffusion d'outils d'aide à la prise de décision en matière d'agriculture durable<sup>6</sup>.

## VI. Progrès concernant les moyens mis en œuvre

55. Les pays en développement maintiennent l'engagement politique qu'ils ont pris d'accroître l'investissement dans l'agriculture à la suite de la crise de sécurité alimentaire de 2008, et bon nombre d'entre eux sont en train d'accroître la part de leur budget national consacrée à l'agriculture et au développement rural. En 2010, la part de ces budgets consacrée à l'agriculture était d'environ 6,5 % en moyenne, et de plus de 10 % dans sept pays africains. Sur les 30 pays qui, en mars 2012, avaient signé des pactes nationaux au titre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, 27 ont établi un plan d'investissement qui a fait l'objet d'une évaluation technique indépendante et 24 autres ont tenu des réunions de travail avec des donateurs et des représentants de la société civile et du secteur privé. Parmi les pays africains restants, huit ont engagé ce processus et 10 autres sont censés le faire officiellement en 2012<sup>30</sup>.

56. Selon des données récentes publiées par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, le total de l'aide publique au développement (APD) consacrée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle avoisinait les 11,7 milliards de dollars en 2010, soit une augmentation de 49 % en termes réels par rapport à 2002. L'essentiel de cette APD a été affecté aux investissements à long terme dans le développement agricole, soit 61 % pour la période 2008-2010. Sur le plan régional, l'Afrique subsaharienne a reçu 44 % de l'APD consacrée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2009-2010, et l'Asie 32 %.

57. La moitié des montants promis pour l'agriculture et l'alimentation lors du Sommet sur la sécurité alimentaire de L'Aquila en 2009 ont d'ores et déjà été décaissés. Les pays membres du Groupe des Huit ont accru leur aide au titre des besoins de sécurité alimentaire à court terme et du développement agricole à plus long terme de plus de 25% par rapport à l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire<sup>21</sup>.

58. Le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, créé par la Banque mondiale en 2010 en tant que l'une des composantes les plus importantes de la réaction de la communauté internationale en faveur de l'investissement à long

<sup>30</sup> Disponible à l'adresse [www.nepad-caadp.net](http://www.nepad-caadp.net).

terme dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, a reçu des annonces de contributions se montant à 1,2 milliard de dollars en 2012 (dont 917 millions de dollars pour le guichet secteur public, 48 millions de dollars pour le guichet secteur privé et 40 millions de dollars en attente d'affectation). Un total de 752 millions de dollars a déjà été reçu, dont 658 millions de dollars ont été affectés à des programmes dirigés par les pays eux-mêmes (18 pays au total). Les projets ayant bénéficié d'un soutien en 2010 et 2011 sont censés toucher 7,5 millions de bénéficiaires. En 2012, six nouveaux pays bénéficieront du soutien du Programme : Burundi, Gambie, Kirghizistan, Malawi, Sénégal et République-Unie de Tanzanie. Un nouvel appel à propositions devrait être lancé en septembre 2012. La structure de gouvernance du Programme est ouverte à un large éventail de parties prenantes, en particulier au niveau des pays.

59. L'investissement privé dans l'agriculture peut certes contribuer à la relance de la productivité mais l'appel à grande échelle à l'investissement étranger peut être porteur de risques en l'absence de politiques et d'institutions pouvant assurer la sécurité de la propriété des terres et des sauvegardes suffisantes aux petits exploitants nationaux et à leurs communautés. C'est en réaction à la vague d'investissements étrangers qui a suivi la crise alimentaire de 2008 qu'un certain nombre d'entités des Nations Unies ont engagé des discussions à propos des Principes pour des investissements agricoles responsables, qui se poursuivent actuellement dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire<sup>31</sup>.

## VII. Perspectives

60. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en juin 2012, les dirigeants du monde ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une alimentation saine, suffisante et nutritive, conformément au droit à une nourriture suffisante et au droit fondamental de ne pas souffrir de la faim. Ils ont en outre réaffirmé leur volonté résolue d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive pour les générations présentes et futures, conformément aux Cinq Principes de Rome, notamment pour les enfants âgés de moins de deux ans, au moyen de stratégies nationales, régionales et mondiales de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils ont reconnu que les agriculteurs, notamment les petits exploitants agricoles, pêcheurs, éleveurs et forestiers, ont d'importantes contributions à apporter au développement durable, par des activités de production écologiquement rationnelles, améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations pauvres et relancer la production et la croissance<sup>32</sup>.

61. L'un des résultats les plus importants de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable a trait à la décision d'engager un processus intergouvernemental inclusif et transparent, ouvert à toutes les parties prenantes, en vue de proposer un ensemble d'objectifs de développement mondial durable convenus d'un commun accord dans le cadre de l'Assemblée générale<sup>32</sup>. La communauté internationale a commencé à réfléchir à la manière dont un objectif relatif à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle serait intégré à l'agenda du développement pour l'après-2015, sachant que les premiers objectifs du

<sup>31</sup> Disponible à l'adresse <http://unctad.org/en/Pages/DIAE/G-20/PRAI.aspx>.

<sup>32</sup> Voir résolution 66/288.

Millénaire pour le développement avaient pour cible la diminution de moitié de la faim à l'horizon 2015 et que même si cet objectif était réalisé, l'objectif de l'élimination de la faim et de la malnutrition ne sera toujours pas atteint.

## **A. Renforcer la résilience**

62. Étant donné les pressions multiples et croissantes qui pèsent sur l'agriculture et sur la base de ressources naturelles, il n'est plus possible de continuer de faire comme si de rien n'était. L'objectif d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques, qui assure la sécurité alimentaire et protège l'environnement, doit devenir une priorité à l'échelle mondiale. Afin d'éviter une crise alimentaire, il faut poursuivre les progrès en matière de productivité agricole selon des modalités qui soient écologiquement durables. L'amélioration de la diversité des systèmes alimentaires renforce en général la résilience, et il faudra trouver le bon équilibre entre diversité et spécialisation en fonction du contexte local. Même si l'on renforce la production locale dans les pays actuellement très tributaires des importations de produits alimentaires, le commerce agricole continuera de jouer un rôle capital dans la réalisation de la sécurité alimentaire mondiale<sup>6</sup>.

63. La fiabilité et la réactivité des systèmes d'alerte rapide doivent être améliorées et la capacité d'élaboration et d'utilisation de ces systèmes devrait être renforcée aux échelons tant national que régional, en mettant l'accent sur les pays particulièrement vulnérables aux fortes variations des prix et aux urgences alimentaires<sup>33</sup>. Les interventions dans des domaines importants tels que la protection sociale et la réduction des risques sont souvent insuffisamment financées. L'aide alimentaire peut poser les bases d'une sécurité alimentaire à long terme mais, pour ce faire, il est d'une importance capitale qu'elle soutienne autant que faire se peut les producteurs de vivres locaux et régionaux. L'emploi d'une gamme variée de formes d'aide alimentaire, complétée par des innovations touchant les modalités d'achat des produits alimentaires, fournira une base solide à la sécurité alimentaire à plus long terme.

## **B. Combler l'écart entre les sexes**

64. Alors même que les femmes représentent près de 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, ce taux allant de 20 % en Amérique latine à 50 % en Asie de l'Est et en Afrique subsaharienne, les petits propriétaires femmes continuent dans toutes les régions de souffrir d'un accès moindre que celui des hommes aux ressources et possibilités productives. Cet écart entre les sexes persiste pour de nombreux moyens, intrants et services, notamment la terre, le bétail, la main-d'œuvre, l'éducation, la vulgarisation agricole, les services financiers et les technologies, et il impose des coûts supplémentaires au secteur agricole, sous forme d'une plus faible productivité, à l'ensemble de l'économie et de la société et aux

---

<sup>33</sup> FAO, FIDA, FMI, OCDE, CNUCED, PAM, Banque mondiale, OMC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Équipe spécial de haut niveau de l'ONU, Price volatility in food and agricultural markets: policy responses (Volatilité des prix sur les marchés de l'alimentation et de l'agriculture: réponses des pouvoirs publics), 2 juin 2011.

femmes elles-mêmes. Combler ce retard en matière d'accès aux ressources productives dans l'agriculture est donc une tâche hautement prioritaire.

### **C. Aborder efficacement les enjeux intimement liés de l'alimentation, de l'eau, de l'énergie et du climat**

65. L'augmentation de la productivité en situation de changement climatique nécessitera une meilleure gestion des terres, de l'eau, des sols et des ressources génétiques, par des pratiques telles que l'agriculture de conservation, l'action phytosanitaire intégrée, l'agroforesterie et les régimes alimentaires durables. Les techniques de gestion plus efficace des ressources en eau sont souvent les mêmes que celles utilisées pour l'intensification durable de la production agricole. La transition vers des régimes alimentaires plus durables et la réduction maximale des gaspillages peuvent aussi réduire la demande d'eau, une réduction de 50 % des pertes et gaspillages de produits alimentaires à l'échelle mondiale produisant une économie de 1 350 km<sup>3</sup> par an. Le recyclage et la réutilisation des eaux usées, tant à l'intérieur de l'agriculture que par le passage des utilisations urbaines aux utilisations agricoles, peuvent aussi contribuer à résoudre les problèmes croissants de pénurie en eau<sup>34</sup>.

66. Outre la problématique de l'eau, l'alimentation et l'agriculture sont également de plus en plus liées aux politiques énergétiques, et les deux séries de politiques doivent être coordonnées de telle manière qu'elles assurent la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire et nutritionnelle étant aussi de plus en plus touchée par le changement climatique, il faut absolument développer la recherche sur l'adaptation des systèmes agricoles, dans les pays en développement comme dans les pays développés. Les méthodes et systèmes de production de vivres et autres produits agricoles qui peuvent tout à la fois renforcer l'adaptation au changement climatique et contribuer à l'atténuation de ces effets doivent être privilégiées<sup>35</sup>. Les mécanismes propres à faciliter les améliorations de l'efficacité énergétique et l'utilisation des technologies relatives aux énergies renouvelables dans le secteur alimentaire pourraient être incorporés aux politiques existantes afin de promouvoir des configurations gagnant-gagnant et tirer parti des avantages qui pourraient en découler sur les deux fronts<sup>36</sup>.

67. L'intégration du développement agricole et de la sécurité alimentaire à l'agenda de l'après-2015, sous forme d'objectifs de développement durable, nécessitera que l'élimination de la faim et la réalisation de la sécurité alimentaire pour tous soient durables à longue échéance, ce qui implique aussi que les pratiques de tous les agriculteurs, petits et grands, deviennent écologiquement durables. À cet égard, les États Membres, dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (résolution 66/288), se sont engagés à

<sup>34</sup> FAO. L'avenir que nous voulons (Rome, 2012).

<sup>35</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation (Rapport spécial sur les sources d'énergie renouvelables et l'atténuation des effets de l'évolution du climat) (disponible à l'adresse <http://srren.ipcc-wg3.de/report>).

<sup>36</sup> FAO. 2011c, Energy-smart food for people and climate (Pour une alimentation intelligente au regard de l'énergie et soucieuse des gens et du climat). (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/014/i2454e/i2454e00.pdf>).

s'employer, « dans le cadre du développement durable, [...] à créer un monde où la dégradation des sols est sans incidence ». Il faut donc reconnaître que les millions de personnes qui gèrent des systèmes agricoles, depuis les plus pauvres jusqu'aux producteurs les plus commercialisés, constituent le plus grand groupe de gestionnaires de ressources naturelles sur terre. Leurs décisions, ainsi que celles des 7 milliards de consommateurs dans le monde, dessineront les contours futurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale et de la santé des écosystèmes de la planète. L'enjeu dans l'après-Conférence des Nations Unies sur le développement durable consiste à favoriser la prise de meilleures décisions en créant des systèmes les plus inclusifs et efficaces de gouvernance des systèmes agricoles et alimentaires.

---